

TRAITEMENT DE COOPERATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Destinataire :

Maillet, Alain
CABINET LE GUEN MAILLET
5, place Newquay
BP 70250
35802 Dinard
FRANCE

PCT

OPINION ECRITE
(règle 66 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année) 06.04.2004

Référence du dossier du déposant ou du mandataire 8339	DELAI DE REPONSE 3 mois à compter de la date d'expédition indiquée ci-dessus	
Demande internationale No. PCT/FR 03/01022	Date du dépôt international (jour/mois/année) 02.04.2003	Date de priorité (jour/mois/année) 09.04.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB H04L29/08		
Déposant FRANCE TELECOM SA et al.		

1. La présente opinion écrite est la **première** opinion de cette nature rédigée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

2. La présente opinion contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- I Base de l'opinion
- II Priorité
- III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- IV Absence d'unité de l'invention
- V Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- VI Certains documents cités
- VII Irrégularités dans la demande internationale
- VIII Observations relatives à la demande internationale

3. Le déposant est **invité à répondre à la présente opinion**.

Quand? Voir le délai indiqué plus haut. Le déposant peut, avant l'expiration de ce délai, en demander la prorogation à l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 66.2.d).

Comment? En présentant une réponse par écrit, accompagnée le cas échéant, de modifications, conformément à la règle 66.3. Pour la forme et la langue des modifications, voir les règles 66.8 et 66.9.

En outre : Pour une possibilité additionnelle de présenter des modifications, voir la règle 66.4. Pour l'obligation faite à l'examinateur de prendre en considération des modifications ou des arguments, voir la règle 66.4 bis. Pour une communication officieuse avec l'examinateur, voir la règle 66.6.

En l'absence de réponse, le rapport d'examen préliminaire international sera établi sur la base de la présente opinion.

4. La date limite d'établissement du rapport d'examen préliminaire international conformément à la règle 69.2 est le : 09.08.2004

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international



Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2
NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas
Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl
Fax: +31 70 340 - 3016

Fonctionnaire autorisé

Schwibinger, H-P

Agent des formalités (y compris prolongation de délais)

Van Deursen, T
N° de téléphone +31 70 340-3478



I. Base de l'opinion

1. En ce qui concerne les éléments de la demande internationale (les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées, dans la présente opinion, comme "initialement déposées") :

Description, Pages

1-10 telles qu'initialement déposées

Revendications, No.

1-9 telles qu'initialement déposées

Dessins, Feuilles

1/2-2/2 telles qu'initialement déposées

2. En ce qui concerne la **langue**, tous les éléments indiqués ci-dessus étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.

Ces éléments étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue suivante : , qui est :

- la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon la règle 23.1(b)).
- la langue de publication de la demande internationale (selon la règle 48.3(b)).
- la langue de la traduction remise aux fins de l'examen préliminaire internationale (selon la règle 55.2 ou 55.3).

3. En ce qui concerne les **séquences de nucléotides ou d'acide aminé**s divulguées dans la demande internationale (le cas échéant), l'examen préliminaire internationale a été effectué sur la base du listage des séquences :

- contenu dans la demande internationale, sous forme écrite.
- déposé avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- remis ultérieurement à l'administration, sous forme écrite.
- remis ultérieurement à l'administration, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- La déclaration, selon laquelle le listage des séquences par écrit et fourni ultérieurement ne va pas au-delà de la divulgation faite dans la demande telle que déposée, a été fournie.
- La déclaration, selon laquelle les informations enregistrées sous déchiffrable par ordinateur sont identiques à celles du listages des séquences Présenté par écrit, a été fournie.

4. Les modifications ont entraîné l'annulation :

- de la description, pages :
- des revendications, nos :
- des dessins, feuilles :

5. La présente opinion a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

6. Observations complémentaires, le cas échéant :**V. Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

1. Déclaration	
Nouveauté (N)	Revendications
Activité inventive (IS)	Revendications
Possibilité d'application industrielle (IA)	Revendications

2. Citations et explications**voir feuille séparée**

Concernant le point V

Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1) Il est fait référence au document suivant:

D1: WO 01 37517 A (WAYPORT INC) 25 mai 2001

2) L'objet de la revendication indépendante 7 de la présente demande n'est pas nouveau et donc ne satisfait pas aux conditions sur nouveauté (Article 33(2) PCT).

2.1) D1 décrit (page 7, ligne 27-35 en combinaison avec la figure 1), en suivant mot-à-mot la revendication 7, un signal contenant des données destinées à être acheminées depuis un terminal vers un correspondant via un réseau de communication principal de type Internet et un réseau de communication auxiliaire câblé, signal contenant en outre des informations de localisation, représentatives d'une location géographique dudit terminal, et générées par des moyens de gestion de localisation. La solution proposée dans la revendication 7 de la présente demande est donc considérée comme n'étant pas nouvelle (Article 33(2)PCT).

2.2) Le demandeur est informé que l'objet de la revendication 7 porte sur un banal signal du type GPS, alors que l'invention présentée dans la demande ne repose pas sur le signal utilisé, et donc que les signaux tels que décrits dans la description ne sauraient satisfaire la condition de nouveauté s'ils faisaient l'objet d'une revendication modifiée.

3) Contrairement à ce qu'exige la Règle 5.1(a)(ii)PCT, la description n'indique pas l'état de la technique antérieure pertinente exposé dans le document D1 et ne cite pas ce document.

4.1) Les revendications indépendantes ne sont pas présentées en deux parties comme prévu par la Règle 6.3(b)PCT, alors qu'une telle présentation semblerait appropriée en l'espèce, les caractéristiques connues en combinaison de l'état de

la technique (document D1) figurant dans le préambule (Règle 6.3(b)(i)PCT) et les caractéristiques restantes figurant dans la partie caractérisante (Règle 6.3(b)(ii)PCT).

- 4.2) Les caractéristiques figurants dans les revendications ne comportent pas de signes de référence mis entre parenthèses (Règle 6.2(b)PCT).
- 5) Afin de faciliter l'examen de conformité au regard des dispositions de l'article 34(2) b) PCT des pièces modifiées de la demande, le demandeur est invité à identifier clairement les modifications apportées, qu'il s'agisse de modifications par adjonction, remplacement ou suppression et à préciser sur quels passages de la demande telle que déposée ces modifications sont basées (cf. également règle 66.8 a) PCT).

Ces modifications pourront, le cas échéant, être portées sous forme manuscrite sur une copie des parties concernées de la demande telle que déposée.